

# Front Ouvrier

**Siège : CAFÉ DE L'ESCARGOT**  
4, rue de Marseille, 4  
LYON Td. PARMENTIER 08-64

*« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ! »*

ABONNEMENT ANNUEL : 50 fr.  
Prix du numéro : 2 fr.

## LES TROIS "L"

Chaque année, en janvier, les marxistes révolutionnaires du monde entier se recueillent dans le souvenir de trois des leurs, les 3 « L » : LENINE, LIEBKNECHT et LUXEMBOURG.

Alors que la guerre impérialiste bat son plein, alors que sur toute l'étendue du globe des hommes meurent par millions, nous devons, plus que jamais, nous souvenir d'eux et prendre exemple sur celui qui fut le génial leader du prolétariat international et de la révolution d'octobre, et sur les deux malheureux chefs de la révolution allemande.

Toute leur vie ne fut qu'un ardent combat pour l'émancipation des travailleurs. Jamais ils ne faillirent à leur devoir de classe, jamais ils ne cessèrent leur opposition irréductible à l'impérialisme fauteur de guerre et à tous les opportunistes et autres traîtres à la classe ouvrière.

Alors que toutes les valeurs sont renversées, alors que partout on nous parle de socialisme et de communisme, sans la moindre intention d'y arriver ou en déformant le sens réel, alors qu'on « oublie » les pages les plus saisissantes de Marx et de Lénine, tout en se proclamant marxiste et léniniste, il faut nous pencher sur la vie des 3 « L », lire ce qu'ils ont écrit, comprendre le sens de leur vie, de leur lutte et de leur mort, et choisir entre l'oppression capitaliste et la voie qu'ils nous ont tracée, celle de la Révolution Proletarienne Internationale.

F. O.

## Des actes et pas des discours DU TRAVAIL ET DU PAIN POUR TOUS

Lundi 15 janvier a eu lieu, à la Bourse du Travail, un meeting des ouvriers de la région lyonnaise, rassemblés pour protester contre la brutale coupure du courant électrique, l'inexistence du ravitaillement, et, d'une manière générale, tout ce qui ne tourne pas rond.

Martin (du Syndicat des Métaux) prenant la présidence, ouvrit la séance en protestant énergiquement contre cette mesure injustifiable. Entzmann et Bonnefant, de l'U.D., prirent ensuite la parole et essayèrent de traduire le mécontentement général. Et, ma foi, si d'emblée la responsabilité du Commissaire de la République fut écartée — du fait de son absence — on nous laissa entrevoir que celle de la Préfecture était peut-être beaucoup plus engagée.

Ensuite, Platane, président du C.D.L., donna quelques exemples de sabotage : ainsi les 20 tonnes de beurre passées de Savoie en Suisse, peut-être en direction de l'Allemagne nazie.

Toutes les énumérations de sabotage exaspèrent les ouvriers lyonnais ; ceux-ci auraient préféré de beaucoup à ces sinaples constatations des mots d'ordre précis leur permettant de se débattre eux-mêmes.

De plus, Platane présenta l'activité actuelle du Préfet, face aux problèmes de l'heure, en termes chaleureux, ce qui était pour le moins inattendu, étant donné les résultats.

Enfin, M. le Préfet arrive et entame immédiatement la question de l'électricité, résumant son allocution faite à la radio ; puis, sollicité par la foule, il en arrive au sujet crucial : le ravitaillement. L'assistance est de plus en plus houleuse, et lorsque M. Longchambon déclare successivement « qu'il existe d'autres villes moins bien ravitaillées que Lyon », « que les rations de pain et de vin ont été tenues », « je souffre autant que vous », c'est un violent concert de véhémentes protestations qui s'élève. Lors-qu'il en arrive à la viande, M. Longchambon reconnaît que la situation est critique : « Il faut traquer le marché noir et les intermédiaires ; nous avons beaucoup à faire pour

remettre en marche la machine épuisée et pompée par l'Allemagne ». Ce à quoi de nombreux interrupteurs debout répondent : « assez de discours, des actes ». M. le Préfet termine son allocution en levant les bras dans un geste d'impuissance : « Tout ce que je peux vous promettre, c'est de faire tout ce qui est en mon pouvoir, c'est la seule promesse que je puisse tenir ». Voilà un aveu à retenir : la bourgeoisie est incapable de remédier aux désordres qu'elle engendre.

Entzmann et Lauthier succédèrent à M. Longchambon ; leurs discours tendant à prouver la nécessité de nombreux sacrifices pour la victoire furent littéralement hachés d'interruptions : « à manger, de l'action, comment produire le ventre vide? »

Enfin Martin leva la séance. L'ordre du jour, dans lequel les travailleurs « font confiance à leurs militants » pour assurer : 1° une amélioration du ravitaillement, 2° le maintien de la production, 3° une épuration accélérée, fut adopté dans la confusion, si l'on peut appeler cela adopter ; un tiers seulement de l'assistance leva la main et, fait bizarre en régime démocratique, les avis contraires n'étaient même pas exprimés!

Que penser finalement de ce meeting? Plusieurs conclusions s'imposent :

a) nous voulons bien croire que le préfet fait « tout ce qui est en son pouvoir » pour améliorer ravitaillement et chômage, mais il est impuissant pour lutter contre les trusts, le marché noir, etc..., parce qu'il n'est lui-même qu'un rouage de la machine bourgeoise qui est précisément aux mains des trusts ;

b) il est clair que la confiance qu'ont les travailleurs lyonnais en leurs militants syndicalistes devient de plus en plus restreinte ; la classe ouvrière commence à comprendre qu'on lui a bourré le crâne et qu'elle ne doit s'en rapporter qu'à elle-même pour régler ses problèmes vitaux et constituer ses comités de quartier pour le ravitaillement, et ne compter que sur elle pour faire cesser le marché noir.

MASSOT.

## = LENINE =

Vladimir Illitch Oulianov (Lénine) est né le 10 avril 1870, à Simbirsk. Son père était inspecteur des écoles primaires et sa mère de petite noblesse rurale. Il avait cinq frères et sœurs, qui furent tous des révolutionnaires : Alexandre, Dinitri, Anna, Olga et Marie. Alexandre fut pendu en 1887 pour avoir participé à un complot ayant pour but l'assassinat du tsar Alexandre III.

Vladimir Illitch fit ses études à l'école supérieure de Simbirsk qu'il termina en 1887 pour s'inscrire à l'université de Kazan, dont il fut chassé la même année, à la suite d'un « mouvement étudiant ». Il ne peut reposer sa candidature à une université en 1891 et fut reçu à celle de Pétersbourg, cette même année, on retour à Samar, il y fonda, avec quelques jeunes intellectuels, un groupe marxiste. Il fut emprisonné de 1895 à 1897, puis de 1899 à 1900. Il fut condamné à l'exil, et fut envoyé à Oymyakan, également condamné à l'exil, et fut épousé la même année. Il avait rédigé en prison le démi du « Développement du Capitalisme en Russie », qu'il termina en Sibérie, où il écrivit les « Tâches des Social-Démocrates Russes ». C'est ces écrits qui portèrent pour la première fois pour signature N. Lénine.

En 1900 son exil terminé, il fut autorisé à habiter Pskov, où une conférence sociale-démocrate lui confia la mission d'aller à l'étranger pour fonder un journal au titre de « L'Iskra » (l'Étincelle) ; il se transporta à Londres en 1902, à cause des tracasseries de la police bavaroise. Il y fut rejoint la même année par Léon Trotsky qui venait de s'échapper de Sibérie. C'est à Londres que Lénine écrivit « Que faire? » sur l'organisation du parti. En 1904, sur son impulsion, le parti social-démocrate russe se scinda en mencheviks et bolchewiks. Les premiers gardèrent « L'Iskra ». Lénine reprit à Genève la publication de « Période » (En Avant), et c'est là que le trouva à ses débuts la première révolution russe, dont les victoires lui permirent de rentrer à Pétersbourg. Après sa défaite, la réaction l'obligea en 1905 à gagner la Finlande et en 1907 de quitter le territoire de l'Empire, et ceci jusqu'en 1917.

Toute cette période d'exil fut consacrée à un travail théorique énorme et à la préparation de la révolution russe. C'est de là que datent les articles qui furent publiés avec ceux de Zinoviev, sous le titre de « Contre le Courant ». Lénine participa à la conférence de Zimmerwald (1915) et à celle de Kienthal (1916), où furent jetés les bases d'une nouvelle internationale.

La révolution de mars 1917 le trouva en Suisse, d'où il partit en avril pour la Russie, accompagné de Zinoviev. Il y publia dès son arrivée ses fameuses « Thèses d'Avril », en protestation à l'attitude équivoque du Comité Central (Kameniev, Staline, etc.) sur la question du défaitisme et les rapports avec les social-démocrates. Dès ce moment, il combattit impitoyablement, parfois seul, toute tendance opportuniste dans le parti bolchewik. Trotski arriva en Russie un mois plus tard, et bien qu'il n'entra au parti bolchewik qu'en août, fut dès ce moment pour Lénine un allié précieux.

À la suite des journées de juillet, provoquées par l'offensive de Kerenski sur le front de Galicie, Lénine fut obligé de se réfugier en Finlande en raison de la répression du gouvernement provisoire contre les bolchewiks. C'est là qu'il écrivit une de ses œuvres maîtresses « L'Etat à la Révolution ».

La révolution d'octobre est pour ainsi dire le centre de sa vie. Il est pourtant du mal à démontrer au parti l'opportunité de l'insurrection et sa résolution à ce sujet ne fut adoptée que le 10 octobre, car il y avait des oppositions (Kameniev et Zinoviev). Dans la nuit du 25 octobre, le jour de l'ouverture du 2<sup>o</sup> Congrès des Soviets, l'insurrection eut lieu sous la direction du Comité Militaire Révolutionnaire, présidé par Trotski. Les bolchewiks prirent le pouvoir et Lénine fut Président du Conseil des Commissaires du Peuple, c'est-à-dire le chef du Premier Etat Ouvrier du monde.

Le 30 août 1919, il fut grièvement blessé dans un attentat par la socialiste révolutionnaire Kaplan. Il guérit, mais cette blessure ne fut pas sans influer sur la maladie qui l'emporta le 21 janvier 1923, à 5 h. 30 de l'après-midi.

En lui, les révolutionnaires perdirent leur chef le plus génial depuis Karl Marx, mais son enseignement est resté et servira à guider bien des générations sur la voie de la révolution socialiste.

### CHIFFONS DE PAPIER !

La Charte de l'Atlantique, dont on a tant parlé naguère, est devenue, selon des déclarations récentes de M. Roosevelt, un document strictement privé, n'engageant aucun de ses rédacteurs.

(« Lyon-Libre », 9 janvier 1945.)

Pourquoi ne pas l'avoir dit plus tôt. Il y a tant de questions qui se posent quant aux buts de guerre des Alliés. Voilà qui ouvrira quelques yeux, surtout ceux des prolétaires.

Mais, au fait, cela explique peut-être ce qui se passe en Italie, en Belgique et en Grèce!

### LA RÉVOLUTION EST UN RÊVE...

M. Pierre Cot a prononcé un discours très remarqué à l'Assemblée consultative.

Très brillamment, il a démontré que la Russie nouvelle ne pouvait constituer un élément de désordre dans l'union des peuples.

« Nul n'a plus aucune raison, a-t-il dit, de s'affaroucher devant la Russie de Staline, et d'autant moins que le rêve de la révolution universelle est un rêve scotériste... »

Si la révolution est un rêve, alors pourquoi parle-t-on de lutte contre les trusts? (« Libertés », 5 janvier.)

## PEUPLE, VOICI TES MAITRES !

Le nom seul de M. de Wendel est tout un symbole. Célèbre déjà pendant la guerre de 14-18, qui vit l'action simultanée de sa famille en France, en Allemagne et en Angleterre, il se trouve immédiatement après cette guerre possesseur d'une des plus grosses fortunes du monde, venant immédiatement après les maharadjahs hindous et les grands trusters américains. Il obtint bientôt, en son nom personnel et en tant que distributeur de publicité du Comité des Forges, ses entrées dans tous les grands journaux. Principal actionnaire du « Journal des Débats », il est devenu le maître du « Temps », journal officieux de tous les gouvernements français de droite, reparu depuis peu sous le titre de « Le Monde ».

Maître de l'opinion, il était en même temps maître dans une large mesure des gouvernements par sa place de régent de la Banque de France. En 34, dans un discours retentissant, il déclara au gouvernement de réaliser d'urgence, par décrets-lois, 4 à 5 milliards d'économies sur les anciens combattants, fonctionnaires et rentiers, puis d'appliquer ces sommes sous forme de commandes de subventions et allègements fiscaux, à la grande industrie. M. Flandrin, alors président du Conseil, refusa, mais la Chambre dut finalement céder à la pression de la Banque de France et accepter la déflation de Laval. C'est aussi comme régent de la Banque de France qu'il a été introduit dans l'Union Parisienne, grande banque d'affaires, fondée en commun par les banques protestantes de gestion ; il introduisit dans le portefeuille de la Banque de France 100 millions de traites de complaisance tirées par les sociétés qu'il administrait les unes sur les autres.

Tous les moyens lui étaient bons ; tantôt le chantage à la chute du franc, tantôt des campagnes alarmistes, tantôt des

### QUE FAIT LA BOURGEOISIE ?

- Elle sabote les nationalisations !
- Elle impose la vie chère !
- Elle maintient le chômage !
- Elle maintient l'anarchie économique !
- Elle arrête l'épuration !
- Elle désarme le peuple !
- Elle mène sa guerre !
- Elle prépare sa paix !
- Elle renforce son pouvoir !

### QUE VEULENT LES TRAVAILLEURS ?

- La nationalisation et socialisation des grandes entreprises sans indemnités ni rachat.
- L'échelle mobile des salaires à partir d'un minimum vital.
- L'échelle mobile des heures de travail.
- Le contrôle ouvrier de la production par les Comités d'entreprises.
- Un plan de production contrôlé par la C. G. T.
- L'épuration par les tribunaux populaires.
- L'armement du peuple.
- La paix internationale par la défaite intérieure du fascisme et le renversement mondial du capitalisme.
- L'instauration du gouvernement ouvrier et paysan.
- Les Etats-Unis socialistes d'Europe et du Monde.

**OUVRIERS, PAYSANS, rompez toute coalition avec la bourgeoisie, support du fascisme d'hier et de demain ! LA CLASSE TRAVAILLEUSE au pouvoir !**

## FUSION M.L.N.-F.N. ?

Par 258 voix contre 62 absentions, le Congrès Régional M.L.N. qui s'est tenu à Lyon s'est prononcé pour la fusion avec le Front National.

Après une discussion âpre et serrée et l'opposition de certains militants tels que A. Barthe et A. Ferrat, il a voté la fusion avec le Front National. Le Congrès a adopté la déclaration suivante : « Le Front National, issu du mouvement ouvrier, est la seule organisation qui puisse unir les forces de la résistance... »

Combien il est pénible de voir qu'ainsi, une fois de plus, des militants se réclament d'une doctrine socialiste ne savent pas tirer la leçon des événements de ces vingt-cinq dernières années.

Faire l'union par le sommet c'est la politique la plus facile quand on dégringole de concession en concession. Qui ne commence à comprendre aujourd'hui que l'impassé dans laquelle s'est engagée la Résistance entière, ainsi que les deux plus grands partis ouvriers, provient justement de leur faute tactique de l'union à tout prix. Car à quoi mène cette union de la bourgeoisie et du prolétariat ? (No se rappelle-t-on plus la révolution chinoise ou le Front populaire ?) sinon à un marché de dupes ! Cette association signifie union avec le capitalisme, c'est-à-dire union avec les féodalités économiques : les trusts, les banques. Comment prétendre lutter contre les puissances d'argent lorsqu'on recueille en son sein leurs représentants les plus qualifiés ou leurs partisans les plus hypocrites.

La bourgeoisie capitaliste, cette 5<sup>e</sup> colonne mondiale permanente, doit sourire et se réjouir de cette naïveté des mouvements se prétendant révolutionnaires et qui ont oublié jusqu'à l'enseignement

marxiste le plus élémentaire. L'union bourgeoisie-proletariat signifie en définitive défaite ouvrière ! Car qui ne sait, et j'en prunte à un militant du M.L.N. lui-même ses paroles, qu'il s'est déjà glissé à l'intérieur de la Résistance... On en y pénétrant, a vu notre puissant mouvement à l'impuissance et à la confusion. » (Lyon Libre, 9 janvier.)

C'est déjà fait, non seulement à l'intérieur de la Résistance, mais aussi à l'intérieur du Gouvernement (on se demande même à quel point celui-ci ne s'est pas depuis toujours laissé faire une douce violence. Rappelons par exemple la biographie de feu M. Leger, ex-ministre des Finances du Gouvernement De Gaulle, père du 3 %). C'est déjà fait, il n'y a qu'à ouvrir les yeux et voir ce que sont devenus les organismes du double pouvoir, les C.D.L., l'armée du peuple : les F.F.I., les F.T.P., les Milices Ouvrières. C'est déjà fait, il n'y a qu'à examiner comment va la reprise économique, qu'à observer où en est l'épuration (Angéli, Maurras, Poidebart), qu'à compter les mises sous séquestres et les nationalisations effectives, qu'à constater le climat des mesures sociales prises (liquidation des comités de gestion — surtout dans la région parisienne — en comités consultatifs d'entreprise), qu'à se rendre compte de la liberté de parole réelle (censure, refus de paraître à des journaux ouvriers).

Il n'y a qu'à regarder ce qui se passe autour de nous et la direction que l'on entend donner à la libération sociale. Faire l'union, oui, mais celle de tous les travailleurs : ouvriers, paysans, petits commerçants, petits fonctionnaires, mais pas avec leurs exploiters : contre. Contre la bourgeoisie capitaliste et impérialiste. (Suite p. 2, 3<sup>e</sup> col.)

mesures d'apaisement, tout cela pour le plus grand bien des actions de la métallurgie lorraine et des grandes banques. La grosse industrie et le crédit sont toujours liés. Nous les abattons ensemble ! Claude EYRAND.

### 21 JANVIER 1944.

Il y a 21 ans, mourait Lénine, le fondateur de la III<sup>e</sup> Internationale. Lénine est mort, la III<sup>e</sup> Internationale s'est dissoute... Et la révolution prolétarienne mondiale n'est pas venue...

SUR LE FRONT OUVRIER

LÉNINE VOUS PARLE...

SUR LE FRONT INTERNATIONAL

Ne laissons pas enterrer L'AFFAIRE POIDEBARD !

Demandons une enquête publique !
Les noms des 500 patrons anti-sociaux !
Un double des dossiers fournis au personnel de l'usine (délégués syndicaux et délégués du personnel) !
Les fiches remises immédiatement aux ouvriers intéressés !

D'UNE USINE A L'AUTRE...

BRONDEL ET POIDEBARD.

« Nous étions au courant des grissements de cette officine depuis trois mois et nous l'avions déjà signalée à plusieurs reprises. Nous jugeons qu'à l'heure actuelle il ne faut porter nos efforts que sur les 140 établissements qui étaient affiliés à Poidebard depuis 1944. »

« Il y a trois semaines, nous sommes retournés voir M. Farge pour le cas des Etablissements Brondel et réclamer leur mise sous sequestre. Il nous a été répondu que c'était une question d'heures; depuis, nous attendons. Il y a quelque temps, à la déconvenue de l'affaire Poidebard, les ouvriers s'étaient déjà mis spontanément en grève: à la minute même, nous apprenons que pour protester contre les lenteurs de la justice et dans l'union la plus complète, cadres techniques, employés et ouvriers ont à nouveau cessé le travail. »

« Nous ne laisserons pas étouffer cette affaire, car si Poidebard était subventionné par la Ligue Antimarxiste, la Chambre patronale de la Métallurgie payait la moitié des cotisations. »

(« Marseillaise » du 11 janvier 45, extrait des déclarations d'Entzmann à la réunion de l'U.D. du 10 janvier.)

« Bravo ! Camarades de chez Brondel, vous avez employé la seule arme vraiment ouvrière pour arriver à vos fins. N'attendez pas une mise problématique sous sequestre, élisez immédiatement votre Comité d'usine et prenez la gestion de l'établissement. »

Quant à ceux qui disent ne pas vouloir laisser étouffer l'affaire Poidebard, nous nous demandons ce qu'ils attendaient depuis trois mois pour dénoncer devant toute la classe ouvrière cette officine de délation et de combat anti-ouvrier. Il faut que la classe ouvrière connaisse les noms de tous les « abonnés » de Poidebard et pas seulement les 140 firmes affiliées depuis 1944. Il faut que le fichier soit remis à la C.G.T. et chaque fiche renvoyée à son intéressé. Le rôle de la C.G.T. n'est pas d'attendre d'être sollicité par les patrons de Lyon.

« A la suite d'un article paru dans les journaux lyonnais dénonçant les relations qu'avait eu leur direction avec l'organisation de mouchardage Poidebard, les ouvriers de cette usine décidèrent de faire une mise au clair rapide de la question. Le soir même, les délégués syndicaux se réunirent afin d'envisager les mesures à prendre. En fin de séance, il fut décidé pour le lendemain une grève générale de trente minutes pendant laquelle les délégués d'usine devaient monter demander à la direction des éclaircissements sur cette histoire. Pour donner à cette manifestation un caractère marqué, les gardes civiques devaient occuper les bureaux pendant tous les jours de grève. Comme il est de sa dernière incorrection de se présenter devant la direction sans y être dûment convié, la délégation syndicale demanda une entrevue par écrit à la direction. Politesse qui ne fut pas rendue par M. Forest qui refusa tout net l'entrevue pour le matin, la repoussant ainsi que la grève à l'après-midi. (Quand on est directeur patriotique, on peut bien se permettre de choisir l'heure de grève de ses ouvriers.)

« L'entrevue et la grève se passèrent sans accrochages entre 14 heures et 14 heures 35. Après, une réunion générale rassemblant tout le personnel des ateliers, des bureaux, dans le grand hall des presses de C.A. Ce fut en ce lieu que tombèrent bien des espérances et que fondèrent bien des espoirs. Tout le personnel, fraîchement renoué par exemple de l'usine Martin-Moutet, s'attendait à voir sortir de la bouche de M. Tardivier, secrétaire du Syndicat des Métaux, les paroles annonçant la proche fin de la dictature du trust de la C.G.E. »

... DE LA GUERRE

« Ne pas voter de crédits militaires, ne pas encourager le chauvinisme de « leur » pays (et des pays alliés), combattre tout d'abord le chauvinisme de leur bourgeoisie, sans s'arrêter aux formes légales de lutte, lorsque survient la crise et lorsque la bourgeoisie abroge elle-même la légalité qu'elle a créée, voilà le programme d'action qui mène à la guerre civile ou qui l'amènera à un moment où l'autre de la conflagration internationale. »

« La guerre n'est pas un accident, elle n'est pas un péché comme se l'imagine le prêtre chrétien (aussi bon propagandiste du patriotisme, de l'humanitarisme et de la paix que les opportunistes), elle est une étape inévitable du capitalisme, une forme aussi naturelle de la vie capitaliste que la paix. La guerre de nos jours est celle des peuples. Il ne s'ensuit pas qu'il faille aller avec le courant « populaire » du chauvinisme, mais qu'en temps de guerre, d'une façon appropriée à la guerre, les antagonistes de classe qui déchirent le peuple continuent d'exister et se manifesteront. Le refus du service militaire, la grève contre la guerre, etc., pures sottises, rêves pauvres et craintifs d'une lutte désarmée contre la bourgeoisie armée, vœu d'anéantissement du capitalisme sans guerre civile désespérée ou sans suite de guerre. La propagande de la lutte des classes dans la guerre même est le devoir du socialisme. L'effort tendant à transformer la guerre des peuples en guerre civile »

« Ah ! non, mais par qui est-ce qu'il est payé celui-là, par la direction ou par nous ? Pardon ! Je n'ai pas compris. Est-ce un secrétaire au Syndicat patronal ou à la C.G.T. ? Si c'est cela qu'il appelle lutter contre les trusts, le colon ! — Si c'est pour faire cela qu'ils ont augmenté les cotisations ! (Non, vraiment, monsieur Tardivier, je crois que vous avez mis les pieds dans le plat.) Depuis, les ouvriers attendent toujours les résultats de l'enquête ouverte sur la question par M. Farge. Ils osent espérer que par un peu d'ordre les risques de dossiers perdus, si connus pour l'épuration, seront diminués et que les pièces sur lesquelles s'étaient basées les journaux pour écrire le nom des Câbles de Lyon dans les colonnes réservées à M. Poidebard ne seront pas trop vite perdues. »

... DE LA PAIX

« Le « Programme de Paix » de la social-démocratie doit consister avant tout à dénoncer l'hypocrisie des phrases bourgeoises, sociales-chauvines et kautskistes sur la paix. C'est le premier point et l'essentiel. »

« Sans cela nous sommes, de gré ou de force, les complices de la duperie des masses. Notre « programme de paix » exige que le point principal reconnu par la démocratie dans cette question — le refus des annexions — soit appliqué effectivement et non seulement en paroles, qu'il serve à la propagande internationale et non pas à expliquer aux masses que le désaveu des annexions, c'est-à-dire la reconnaissance de la définition autonome des nations, n'est sincère que lorsqu'un socialiste de telle ou telle nation exige la liberté de séparation des nations opprimées par la sienne. Comme mot d'ordre positif entraînant les masses dans la lutte révolutionnaire et expliquant la nécessité des mesures révolutionnaires pour « la paix démocratique », on doit lan-

est le seul effort socialiste à l'époque de la conflagration armée des bourgeoisies de toutes les nations. Finissons-en avec les déclamations sentimentales et religieuses sur « la paix à tout prix ». Levons le drapeau de la guerre civile. L'impérialisme joue la destinée de la culture européenne. Après cette guerre, s'il ne se produit pas une série de révolutions couronnées de succès, viendront bientôt d'autres guerres. Le conte de la « dernière guerre » est un dangereux conte vide de sens, « mythologie petite bourgeoise » comme s'exprime fort bien le « Goloss ». Le drapeau prolétarien de la guerre civile, aujourd'hui ou demain, pendant cette guerre ou après, pendant cette guerre ou pendant la prochaine, sera le point de ralliement non seulement de centaines de milliers d'ouvriers conscients, mais aussi de millions de demi-prolétaires et de petits bourgeois harnés aujourd'hui par le chauvinisme et que les horreurs de la guerre, au lieu de les épouvanter seulement, éclaireront, instruiront, éveillent, organiseront, trempent, prépareront à la guerre contre la bourgeoisie, dans « leur » pays et dans les pays « étrangers ». « La deuxième internationale est morte vaincue par l'opportunisme. A bas l'opportunisme et vive la Troisième Internationale débarrassée non seulement des transfuges, mais aussi de l'opportunisme. »

N. LENINE (1er novembre 1914).

Au secours de la Grèce !

LA SOLIDARITE INTERNATIONALE S'IMPOSE

On annonce officiellement qu'à Athènes et Thèbes toute résistance de la part des E.L.A.S. a cessé. Treize mille résistants ont donné leur vie dans la lutte pour la liberté. Depuis deux mois le peuple grec lutte héroïquement contre l'E.D.E.S., les brigades sacrées et des montagnes, organisations fascistes, formées avec la complicité hétéroclite et depuis, sous l'occupation anglaise, subventionnées et armées par Churchill. Dès le début du conflit, les autorités anglaises avaient jeté dans la bataille leur armée, la flotte et leurs forces aériennes pour réduire au silence l'aspiration de la classe ouvrière grecque pour le pain, la paix et la liberté.

150 mandats d'arrêt ont été lancés contre les dirigeants de l'E.L.A.S. Est-il étonnant que devant un tel déploiement de force le peuple grec doive reculer ?

Seule, la solidarité internationale peut encore sauver la situation ! Les mineurs, les cheminots et les marins anglais nous montrent le chemin. Enfin, le « Labour Party » se décide aussi à agir et menace de quitter le gouvernement de Londres.

Cela ne suffit pas ; en réponse à l'appel de la C.G.T. grecque, il faut que la France ouvrière bouge et montre aux brigades impérialistes que nous ne voulons pas plus d'eux que des assassins nazis !

A bas tous les capitalistes, qu'ils soient hétéroclites ou soi-disant démocrates !

La guerre civile en Espagne nous a montré, une fois de plus, que chaque fois que la solidarité internationale faisait défaut, une catastrophe pour le prolétariat mondial était inévitable. Cette catastrophe, la guerre, nous la payons maintenant, mais si nous ne voulions ce serait vraiment pour la dernière fois.

Tendons nos mains par-dessus les frontières aux travailleurs grecs, aux ouvriers belges, à tous ceux qui ont besoin de notre secours fraternel. Aidons-les dans leur lutte contre les accapareurs du pouvoir, contre les seigneurs militaires au service de l'une ou l'autre clique financière, pour un régime social correspondant aux besoins de la classe ouvrière.

Exigeons de nos représentants syndicaux, pétrifiés dans leur attitude nationaliste et chauvine, d'écouter la voix de la Grèce, d'organiser des réunions de protestation et de soutenir les revendications du prolétariat grec.

Il le faut ! Si nous ne voulons pas un jour succomber à notre tour sous l'indifférence générale ! LACOMBE.

L'après-guerre telle qu'ils la voient

Dans une étude publiée en juillet 1944 dans la revue américaine « Life », Summer Wells, ex-sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, après avoir préconisé le démembrement de l'Allemagne après la victoire des Alliés, écrit :

« Selon toutes probabilités, le premier stratagème du haut commandement allemand sera d'encourager dans tout le pays le développement du communisme sous sa forme révolutionnaire internationaliste... »

« La guerre, les pays occupés d'Europe et bien d'autres contrées du monde seront sous le coup de désordres sociaux latents résultant de la prostration économique. Un nouveau communisme allemand, appuyé sur les doctrines de la révolution mondiale et dirigé par les esprits froids et impitoyables du grand état-major, trouverait, dans bien des régions la situation rêvée pour les desseins du pangermanisme. Il faudra donc que les Nations-Unies décident en tenant compte de tous les dangers en puissance dans les desseins du grand état-major, de la forme de gouvernement que le peuple allemand sera autorisé à se donner. »

Le grand état-major encourageait la révolution mondiale ! Comme « stratagème », c'est assez inattendu. Car enfin, si nous avons bonne mémoire, c'est bien ce même état-major qui, appuyé par les sociaux-démocrates Hebert et Scheidemann, et en liaison directe avec le traître Noske, bourreau de la classe ouvrière, écrasa dans le sang en 1918-19 la révolution allemande et fit assassiner ses chefs Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. C'est lui aussi qui, avec les magnats de l'industrie lourde, favorisa l'avènement de Hitler, précisément pour mater cette même révolution communiste, qu'il essaiera demain, selon M. Wells, d'encourager. M. Wells n'oublie qu'une chose, c'est qu'on ne suscite pas une révolution sur commande, surtout quand cet « on », c'est le grand état-major allemand, suppôt du capitalisme allemand, et encore moins une révolution destinée en fin de compte, selon Wells... à servir les intérêts de l'impérialisme germanique. Si la révolution éclate demain en Allemagne, ce sera précisément contre toutes les forces impérialistes (et à ce moment-là le nazisme et l'état-major, si parfois leurs vues ont divergé, retrouveront leur unité d'action contre elle).

Alors ? Tout cela, il est probable que M. Wells le sait au moins aussi bien que nous, et il faut lire entre les lignes pour voir ce que signifie en fin de compte ses vues un peu inattendues :

1° Elles traduisent la crainte d'un bouleversement social semblable à ceux qui, en Russie, Allemagne, Hongrie, Bavière, naquirent de la dernière grande guerre. Cette crainte est toujours présente à l'esprit des nations alliées, et quand ouvriers grecs répondent par une grève générale à l'immixtion anglaise dans leurs pays, Scobie, lui, répond les armes !

2° C'est dans les pays vaincus, Russie, Allemagne et Hongrie, qu'éclatèrent, de 1917 à 1920, les révolutions communistes. C'est de l'effondrement de l'Allemagne vaincue que risque de naître aujourd'hui encore une révolution internationaliste dirigée à la fois contre l'hitlérisme intérieur et l'impérialisme mondial. Voyez comme c'est simple, quand cela arrivera on écrasera la révolution des ouvriers allemands, sous prétexte qu'elle n'est qu'un « stratagème » du haut état-major de l'armée. Et les partis ouvriers des pays démocratiques engagés dans une politique chauvine ne pourront rien dire. Or, cette révolution commence à gronder : soulèvements à Dusseldorf, grèves à Mannheim. Et si Himmler écrase dans le sang ces symptômes de la révolution, cela sans doute fait aussi partie du stratagème !!!

3° Enfin, le peuple allemand sera autorisé à choisir son gouvernement, pourvu bien entendu qu'il soit docilement soumis aux puissances alliées (qu'en pensent les Polonais, les Italiens, les Belges et les Grecs à qui l'on impose les Bonomi, les Pierlot, les Papaandrèou et les Plastiras dont ils ne veulent pas, surtout, ah ! surtout, qu'il ne soit pas révolutionnaire et internationaliste. Nous savons, nous, que le danger que craint M. Summer Wells, ce n'est pas du tout, comme il voudrait nous le faire croire, celui des vues de conquête du grand état-major prussien, que la défaite proche du nazisme va réduire à l'impuissance. Ce qu'il craint, c'est la force irrésistible de propagande de la révolution prolétarienne, quel que soit le pays où elle éclatera, et le péril immense qu'elle fera courir à tous les impérialismes !

A. THIERRY.

FAIRE PAYER LES RICHES !

En 1936, le Front Populaire avait un programme : faire payer les riches. Arrivé au pouvoir, il publie son programme et lance un emprunt pour consolider le franc. Après l'emprunt... il dévalue le franc. L'histoire recommence-t-elle ? (« Libertés », 29 décembre.)

TOUJOURS L'EMPRUNT.

Nous avions déjà calculé que les 160 milliards récoltés, cela signifiait qu'il fallait trouver chaque année 5 milliards à verser aux souscripteurs, donc 6 milliards à récupérer sur le dos des contribuables. Mais devinez combien cet emprunt a rapporté aux banques ? 90 milliards 750 millions ayant été souscrits par leur intermédiaire, leur commission étant de 1 %, elles réalisent un colossal petit bénéfice de... 907 MILLIONS !

FUSION M.L.N.-F.N. ?

(SUITE DE LA PAGE 1)

Un programme de libération politique, sociale, économique, bien sûr, mais pas minimum : maximum. Quel militant révolutionnaire ne sait que la bourgeoisie ne cède que lorsqu'elle y est forcée par l'action ouvrière. Et que, partiellement vaincue, celle-ci n'a qu'une hâte, reprendre largement de la main droite. Elle n'a qu'un seul but : le maintien de son système d'exploitation sociale, le maintien de ses privilèges de classe, l'affermissement de sa puissance, le maintien de l'ordre : son ordre, le maintien de la légalité : sa légalité.

Ouvrier révolutionnaire, aujourd'hui il faut comprendre où l'on veut l'emmener. Il ne faut plus juger aux paroles et aux programmes, ni se contenter de vagues explications sur l'union nécessaire. Que tu sois du M.L.N. ou du F.N., au P.S. ou au P.C., il faut rompre avec la bourgeoisie, lutter pour les buts de classe.

Si tu veux la Révolution socialiste, rappelle-toi l'enseignement de Marx et de Lénine ! REVOL.

ÉPURATION.

Justelle Aumer, lycéenne, est condamnée aux travaux forcés à vie, à Nimcs. Albertini, député de Dèat, son premier lieutenant, n'est condamné qu'à cinq ans de travaux forcés. Selon que vous serez puissant ou misérable... Et à propos, que devient notre cher préfet Angeli ?

EXTRAITS

de la déclaration de M. Churchill à la conférence d'Athènes

« Il n'y a aucun doute pour moi qu'Athènes aurait été plongée dans un bain de sang si nos troupes n'étaient pas intervenues. »

« Si nous nous en allions, les hommes de l'autre clan prendraient notre place à Athènes et ceux qui nous ont montré des sentiments d'amitié risqueraient d'être punis par les conquérants. Si des gens nous ont appelés volontairement à leur secours, nous ne pouvons pas simplement les abandonner. »

« Mais nous sommes fermement résolus à débarrasser la région d'Athènes et l'Attique de gens armés qui ne sont pas soumis aux ordres d'un gouvernement légal. Nous ne craignons pas de mettre les troupes nécessaires pour parvenir à ce résultat. »

Et si vous n'avez pas compris, on pourrait vous le traduire en grec.

Notrelero & Fénérrier S.A., Lyon. — 31-4977 Dépôt légal : 1er trimestre 1945. Gérante : Mme BUFFARD. Tirage de ce numéro : 3.000 ex.

LA VOIX DU LECTEUR

Nous avons reçu d'un lecteur les mots suivants : Très content d'avoir lu votre journal, acceptez cette humble somme de 50 francs qu'un ouvrier vous offre pour que votre journal vive et que la fin du gros saboteur soit proche. Un camarade isolé.

Merci, camarade, notre plus grande fierté est que des camarades ouvriers qui comprennent la lutte que nous menons nous soutiennent dans la mesure de leurs forces; qu'ils nous soutiennent et travaillent avec nous en nous apportant des échos de la lutte ouvrière dans leurs usines et dans leurs syndicats. Militants ouvriers, paysans, syndiqués ou non, « FRONT OUVRIER » est votre journal; il est à votre service; il défend votre cause.

Envoyez-nous vos critiques et vos suggestions à l'adresse suivante : café de l'Escargot, 4, rue de Marseille, Lyon.

Venez nous voir, nous tenons permanence chaque vendredi, à l'adresse ci-dessus, de 18 h. 30 à 20 heures. Aidez-nous financièrement si vous le pouvez car personne ne nous paie. Abonnez-vous !

Nous ouvrons une liste de souscription.

Pour qu'un bi-mensuel ouvrier puisse tenir et vivre, camarades ouvriers, groupez-vous autour de nous en « Amis du Front Ouvrier ».

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.